

Un « commerce » infame



Les pays qui composent le Commonwealth

par Guillermo Alvarado

Le week-end dernier, les 56 membres du Commonwealth, ou Commonwealth of Nations, ont averti le Royaume-Uni qu'il était temps de discuter de l'odieux héritage de la traite des esclaves, en vue d'éventuelles réparations aux victimes de ce commerce criminel.

Comme on le sait, le Commonwealth est un mécanisme créé par l'Empire britannique pour maintenir sa domination sur ses anciennes colonies, sur lesquelles il exerce un pouvoir économique, politique et même militaire, faisant ainsi de la souveraineté un véritable mirage.

Cette demande a créé des moments de friction avec le Premier ministre Keir Starmer, qui a rejeté publiquement et à plusieurs reprises les demandes d'excuses pour la traite des êtres humains entre le 16e et le 19e siècle, et encore moins les demandes d'indemnisation des descendants de cette infamie.

La même position était celle du roi Charles III, qui a eu la témérité de demander à ses interlocuteurs d'« éviter le langage de la division » et a affirmé que personne ne peut changer l'histoire.

Celui qui a le plus profité de la traite des êtres humains pendant 400 ans, c'est précisément la maison royale britannique.

Selon les Nations unies, 15 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont été victimes de la traite des esclaves de l'Afrique vers les pays d'Amérique, d'Europe, d'Asie et du Moyen-Orient.

Trente-six pour cent de ce commerce a été effectué par le Royaume-Uni, une puissance qui possédait autrefois 120 colonies dans pratiquement toutes les régions du monde, dont elle a pillé d'immenses quantités de ressources naturelles et qui a exercé pendant des siècles une influence sur la navigation et le commerce de l'époque.

L'essentiel de cette puissance s'appuyait idéologiquement sur les doctrines de la supériorité raciale, selon lesquelles les peuples dominés n'avaient pas la capacité de se gouverner eux-mêmes.

Au début du 19e siècle, un mouvement se crée en Angleterre qui, par un concours de circonstances, parvient en 1807 à promulguer l'Act for the Abolition of the Slave Trade, qui supprime officiellement la traite des esclaves, mais pas l'esclavage en tant que tel.

Aux États-Unis, en 1863, à la veille de la guerre civile, l'esclavage a été aboli, mais il a fallu un siècle pour que les descendants d'esclaves acquièrent des droits civiques à part entière, comme n'importe quel autre citoyen.

L'esclavage est une tache sur la conscience de l'humanité et ceux qui ont construit leur richesse sur cette base doivent en répondre, qu'ils le veuillent ou non.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/368521-un-commerce-infame>



Radio Habana Cuba